

Migrations & Développement

TRIMESTRIEL - JUIN 1996 - N° 2 - Prix 3 F.F.



Edito

Fondée en 1986 par des immigrés licenciés à la fermeture de leur usine à l'Argentière-la-Bessée (05), et candidats au retour dans leur pays d'origine, M&D s'est engagée dans des actions de développement local, principalement dans le Sud du Maroc, en partant des besoins exprimés par les villages concernés. Ceci a permis de créer des liens étroits entre les immigrés, leurs douars d'origine et des volontaires européens, à l'occasion de différentes réalisations (électrification, retenues collinaires, équipements sociaux...).

Notre équipe de permanents au Maroc et en France et plusieurs bénévoles, ingénieurs et techniciens, électriciens, hydrauliciens, agronomes, formateurs, animent toutes ces actions, avec enthousiasme, imagination et efficacité. Merci à eux tous !

Mais pourquoi faites-vous cela, nous demande-t-on ?

Toutes les violences du monde nous bouleversent, celles de l'Algérie tout particulièrement, car cela se passe sur notre terrain, celui des relations concrètes et profondes entre les hommes et les femmes des deux rives de la Méditerranée. Seul le développement des régions défavorisées peut permettre à ces hommes et femmes de vivre dignement dans leur propre pays. Il est essentiel de leur donner des moyens d'être réellement acteurs dans la construction d'une société civile permettant de pallier au désespoir qui génère les extrémismes.

Migrations et Développement veut être une petite source où ceux qui pensent que la paix vaut la peine, peuvent venir boire et réaliser ensemble des tâches précises.

H. Le Bars

La Lettre de Migrations et Développement.
Trimestriel : Tirage 2 000 exemplaires.
Imprimerie : SNIP - LA GARDE
Directeur de la Publication : Lahoussain Jamal.
Migrations et Développement :
4, rue Barthélémy - 13001 Marseille
Tél. 91 47 57 55 - Fax. 91 47 70 64
Dépôt légal : 2617 - ISSN : en cours

Terrain

LA LETTRE DE PAUL A SES AMIS DU MEXIQUE

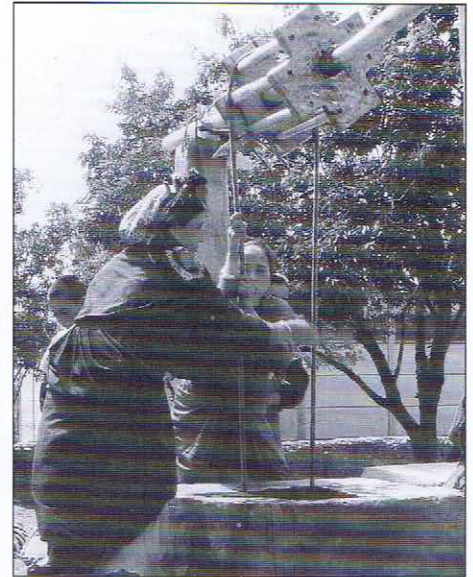
Le buisson de genêt dont les languettes jaunes écartent les épines pour nous saluer ; la goutte de sang qui veut éviter l'ombre de ce rocher ; les deux lames vertes des feuilles d'un glaieul sauvage qui pointent timidement entre ces deux cailloux nous promettant leur mauve avec, dans quelques jours, sa touche à la symphonie de couleurs éclatantes mais éphémères ; la bouffée de parfum de la touffe de thym écrasée par le pied annonçant l'arôme du thé qui nous attend à l'ombre de la maison... C'est le miracle du désert qui renaît, le miracle de l'eau, de l'eau qui, avec son comparse le soleil fait éclater le printemps !

Complices et frères autour du plat de couscous, nous partageons la joie de cette vie nouvelle, de cette eau claire qui coule à l'entrée de l'oasis. Bien qu'elle soit née d'un père tout-puissant invisible, nous nous en sentons un peu responsables, un peu les ouvriers ou, disons mieux, la sage-femme qui a aidé à l'accouchement. Les dernières pluies abondantes sont venues consommer notre effort de 4 ans dans ce petit coin perdu du Sud Marocain, le village d'Imgoun avec son oasis.

Villageois et volontaires étrangers, nous évoquons les travaux et les peines partagées de ces dernières années.

• **Août 1992** : un vieux Quichotte Mexicain parcourt les collines surplombant Imgoun, à la recherche d'idées. Etant né près du désert, c'est un familier de ce moulin à vent qu'il combat souvent : la sécheresse. L'oasis, qui fait vivre 150 familles, fait peine à voir.

• **1995** s'avère alors une année dangereuse pour le projet qui est entré dans le collimateur des organisations de "développement". L'argent arrive, et avec lui la technologie du Nord. On touche dans la tentation du "macro". On a les moyens de transformer les digues de terre en barrages plus élevés qui devraient accumuler plus



Paul Coeytaux, ingénieur agronome et membre de M & D, passe 6 mois de l'année au Mexique où il participe, entre autres activités, à l'aménagement et la restauration des sols, et à la formation des petits agriculteurs.

d'eau - c'est la rentabilité de la perspective dite scientifique -. Heureusement, une reprise autocritique des acteurs arrête, à temps ?... la machine. Deux barrages ont été surélevés en raclant la terre arable des champs voisins - champs fertiles que le projet initial prétendait irrigués et fertilisés par épandage des limons arrachés aux pentes. Les paysans sont évidemment mécontents. La leçon étant apprise, on décide de ne continuer les travaux sur les autres oueds que lorsque la partie construite aura prouvé son bon fonctionnement.

• **1996** arrive alors avec sa bénédiction de nombreuses pluies d'hiver et notre projet s'avère fonctionner à la perfection. Pas une goutte de pluie n'est allée à la mer ; la preuve en est que le déversoir du barrage principal n'a pas coulé. Les pluies successives accumulaient pendant l'hiver certaines quantités d'eau qui s'infiltraient au fur et à mesure derrière les levées, allant approvisionner en profondeur la nappe phréatique. Les murettes accomplirent leurs fonctions : briser la force du courant torrentiel lors d'une crue et retenir les éléments (terre, sable et gravier) arrachés aux pentes par l'érosion.

Difficultés d'approvisionnement en eau dans les zones rurales marocaines

A l'heure actuelle, près de 50% de la population marocaine, soit environ 12 millions de personnes vivent en zone rurale. Cette population se répartit dans 39 000 douars ou groupes de douars, sur 1 500 communes rurales. Dans ces villages le taux d'analphabétisme est d'environ 65% pour les hommes et de 90% pour les femmes (contre 30 et 60% en zone urbaine). La mortalité infantile est de 14% en milieu rural contre 8% en



milieu urbain. L'agriculture et l'élevage sont les principales sources de revenus des populations en zone rurale. Le cheptel qui compte environ 6 millions de têtes de gros bétail et 23 millions de têtes de petit bétail est sédentaire à 90%. Cela implique que le bétail s'abreuve de manière concurrentielle avec les populations. La plupart des régions du Maroc disposent de réserves d'eau souterraine, avec des variations importantes dans la profondeur à laquelle cette eau est accessible (en moyenne 30 mètres). La mobilisation de ces eaux souterraines présente notamment de grandes difficultés dans des régions telles que les zones montagneuses de l'Atlas ou dans les régions de hauts plateaux de l'Anti Atlas.

Devant la disparité des situations hydrologiques, les moyennes nationales qui donnent 6 points d'eau par localité avec 500 mètres de distance entre le point d'eau et l'utilisateur sont trompeuses. En effet, un nombre

considérable de douars ne dispose d'aucun point d'eau et nombreux également sont ceux dont les sources et les puits tarissent pendant la saison sèche. En terme de disponibilité et de desserte, les chiffres sont là aussi à considérer avec quelques réserves : on dénombre 1 point d'eau pour 60 habitants (ce chiffre pouvant varier selon les sites de 15 à plus de 1 000) et un point d'eau public aménagé pour 250. Le taux de population rurale desservi par des équipements publics en fonctionnement (raccordement aux conduites de l'ONEP) est de 14,3% de la population rurale totale.

Dans la plupart des cas, la corvée d'eau représente plus de 2 heures par jour. Celle-ci incombe essentiellement aux femmes et aux jeunes filles, alourdissant la charge de travail qu'elles ont dans chaque foyer. Les besoins domestiques (eau de consommation et abreuvement du cheptel) sont estimés à environ 48 litres par jour et par habitant. Actuellement, l'aménagement en eau des zones rurales est loin de répondre à ces besoins. De plus, que les populations fassent appel à des ressources souterraines ou à des eaux de surface, les facteurs de risque sanitaire d'origine hydrique sont nombreux : pas ou peu de désinfection des points d'eau, détérioration de leur environnement immédiat par la fréquentation du bétail, absence d'assainissement domestique, etc.

Le Maroc a défini un vaste programme d'eau potable (appelé PAGER) destiné à promouvoir l'équipement du milieu rural en eau potable et à équilibrer les services de l'eau entre zones urbaines et zones rurales. Ce programme (établi à partir d'une étude réalisée par l'Administration de l'Hydraulique du ministère des Travaux Publics, de la Formation Professionnelle et de la Formation des Cadres, avec le soutien du PNUD) a pour objectifs, à l'horizon 2015, de desservir en eau potable 11 millions de personnes dans 31 000 localités (80% des douars des zones rurales), de doter chaque douar de 300 habitants en moyenne d'un point d'eau aménagé, de continuer la desserte par les conduites ONEP des populations limitrophes des adductions régionales.

La mise en œuvre de ce programme nécessite la création ou la réhabilitation de 30 000 ouvrages de captage d'eau (16 500 puits, 8 500 sources, 3 000 metfias - réservoirs souterrains -, 2 000 forages), l'installation de 20 000 équipements de pompage. En amont de ces réalisations, d'importantes actions de sensibilisation et de formation à la gestion des équipements, au contrôle de la qualité de l'eau, ainsi qu'une éducation sanitaire, sont proposées aux usagers, aux responsables et aux décideurs locaux. Le coût total de ce programme est estimé à 10 milliards de dirhams (6 milliards de francs). Le financement interne devrait être assuré par la contribution des ministères des Travaux Publics, de l'Agriculture et de la Mise en Valeur Agricole, et de la Santé Publique, par des prêts concessionnels et des dons mobilisés par l'Etat, par la contribution des Collectivités Locales à travers des fonds propres ou des prêts consentis par le Fonds d'Équipement Communal ou d'autres bailleurs de fonds, par un fond de solidarité nationale alimenté par des surtaxes prélevées sur les usagers de l'eau, et enfin par la contribution des usagers bénéficiaires. De son côté, l'Union Européenne participe à ce programme à hauteur de 40 millions d'ECU. Malgré l'ambition du PAGER, le nombre des populations dans le besoin et l'urgence de leur situation font que les ONG ont également un rôle important à jouer pour apporter des réponses rapides à ces populations rurales.

Les interventions des ONG dans le domaine de l'eau ne peuvent se substituer à l'action menée à grande échelle par les services de l'Etat. Cependant, les expériences spécifiques des ONG constituent des apports essentiels à cette action.

Le Secrétariat International de l'Eau (SIE)

Organisme international non gouvernemental fondé en 1991, le SIE est un bureau d'appui et de conseil pour la mobilisation des communautés locales impliquées dans la gestion des ressources en eau douce. Il a pour objectif principal de promouvoir l'interaction entre les différents acteurs, facilitant la coopération et l'échange de savoir-faire.

L'Alliance Maghreb/Machrek pour l'Eau (ALMAE)

Regroupant des ONG de tout le monde arabe, ALMAE a pour objectif de faire valoir le point de vue de la société civile dans le domaine de l'eau afin de promouvoir un accès équitable aux ressources, dans le monde en général, dans le monde arabe en particulier.

Le Réseau Marocain pour l'Eau (RME)

Ce réseau informel d'associations, d'organismes de formation et de recherche, de personnes ressources, a pour objectifs de favoriser l'accès aux ressources en eau pour tous, de promouvoir l'utilisation rationnelle de ces ressources ainsi que leur protection contre les pollutions. Le RME, soucieux d'une approche intégrée et pluridisciplinaire des problèmes de l'eau, vise à dynamiser l'action des ONG locales et le partenariat entre société civile, collectivités territoriales et services de l'Etat.

"Échanges... vous avez dit échanges ?"

Depuis plusieurs années, M&D organise des chantiers de jeunes dans des villages marocains. Cette année, pour faciliter et enrichir la mise en place de ce type d'action, il a été proposé à 15 animateurs, éducateurs et formateurs, représentant une dizaine d'associations françaises et une de Belgique, de partir en "éclaireurs".

Les participants ont pu visiter les réalisations de M&D dans une dizaine de villages, municipalités et zones agricoles des Provinces d'El Haouz, de Taroudannt et de Tata (électrification, retenues collinaires, dispensaires, écoles), rencontrer les associations villageoises, les autorités locales, participer à la vie des villages, parler avec les jeunes et les moins jeunes... Le planning était bien rempli et riche en échanges. Chacun a pu vérifier le bien-fondé de son projet et des objectifs des jeunes concernés.

La découverte de la vie des villages, le "choc culturel" et l'accueil plus que chaleureux des villageois ont décuplé la motivation de tous. La notion d'éducation au développement et la compréhension des chemins qu'elle prend s'est affinée et enrichie. Les nombreux débats d'idées et la confrontation des valeurs et des buts de chacun vont permettre d'éviter les écueils et les erreurs que soulèverait ce type d'activité sans préparation.

Plusieurs journées de préparation et de réflexion sont d'ores et déjà programmées, et les jeunes préparent également l'accueil des jeunes Marocains en France pour l'an prochain. Ces échanges concernent plus de 150 jeunes Français, Belges, Espagnols, de toutes origines, une dizaine de villages marocains et une vingtaine d'organismes partenaires, sans oublier les bénévoles. Liens d'amitié et conventions de partenariat vont bon train... Ainsi, de juin à décembre, une quinzaine de chantiers échanges vont avoir lieu : aménagement de gîte, d'école, de bibliothèque, évacuation des eaux usagées, étude hydraulique, électrification, échanges scolaires, échanges culturels autour du sport, du théâtre, de la musique, acheminement de médicaments, de matériel scolaire d'instruments...
"Quand on dit échanges !".

L'Université de Salzbourg de visite en France

C'était en avril qu'un essaim d'étudiants salzbourgeois a envahi pendant quelques heures le bureau de l'association "Migrations et Développement" à Marseille...

C'était nous, une dizaine d'étudiants en français, passionnés par la langue, qui étions en train d'effectuer une excursion dans le Sud de la France.



Ce voyage, organisé avec tant d'ardeur, poursuivait plusieurs buts bien sûr : le plaisir de traverser de magnifiques paysages d'abord, puis l'approfondissement de nos connaissances théoriques... Mais la prémisse absolue avait été de l'organiser de façon à ce qu'il ne ressemble pas seulement aux circuits touristiques mais qu'il nous offre également un

autre côté de la France, un côté qu'on ne retrouve pas facilement en tant qu'étranger : celui qui nous permettrait d'entrer en contact avec la France telle qu'elle est et, par conséquent avec ses problèmes qui font l'objet de nos études, et de faire la connaissance des gens qui travaillent pour les résoudre.

C'est pour cela que nous nous sommes adressés aux militants de l'association "Migrations et Développement" dont nous avons trouvé l'adresse dans l'annuaire téléphonique.

Les lettres que nous avons reçues peu après avoir expédié les nôtres nous avaient déjà beaucoup alléchés ; et en fait l'accueil chaleureux que nous a fait Monsieur Jamal suivi d'un entretien à travers lequel il nous a présenté les projets de "Migrations et Développement" était une véritable expérience pour chacun d'entre nous.

Qu'on puisse avoir une telle rencontre en raison d'un coup d'œil jeté dans l'annuaire téléphonique nous a vraiment fascinés !

Sans cette rencontre nous n'aurions peut-être conservé de Marseille que le souvenir d'une ville particulièrement grande où nous avons passé deux jours...

BULLETIN D'ADHESION

Migrations & Développement a besoin de votre soutien.

J'adhère à M & D et je bénéficie de l'envoi quatre fois par an de LA LETTRE DE M & D

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

AGE : PROFESSION :

TELEPHONE :

Je cotise à Migrations & Développement pour la somme de :

00 FF 200 FF 300 FF 400 FF 500 FF

Cotisation de soutien de :

Signature

L'électrification rurale

Les actions d'électrification menées sous la responsabilité de M&D constituent un apport technique important pour les villages. Elles ont également pour objet de concilier les immigrés avec leur région d'origine, de créer une dynamique de développement. Support de formation pour les jeunes, elle leur permet de se maintenir au pays en ayant leur propre activité économique. Elle offre également un support concret d'échanges en permettant de réaliser des chantiers de jeunes sur le thème de l'éducation au développement et à la coopération.

Depuis 1989, M&D a contribué à l'électrification de 45 villages au cours de 22 réalisations qui ont permis de raccorder 2003 foyers pour une population totale de 18 000 habitants. Dans chaque village, la totalité des foyers est raccordée au réseau villageois. Les 22 réalisations représentent 105 kilomètres de câbles tirés en

4685 journées de travail. La construction des bâtiments destinés aux groupes électrogènes et des locaux associatifs a représenté 3200 journées de travail assurées par les villageois eux-mêmes. Aujourd'hui, 34 personnes bénéficient d'un emploi découlant directement de l'électrification et chaque nouveau réseau mis en service génère au moins un emploi permanent pour l'entretien du groupe et sa mise en route. Actuellement un réseau de trente associations villageoises, fédérées au sein de l'association marocaine Migrations et Développement Local

(M&DL) que nous avons contribué à créer, est en place. Ces associations gèrent les équipements collectifs et collectent les taxes sur les compteurs. Les bénéfices retirés chaque mois sont placés à la banque et constituent un autofinancement pour d'autres projets d'intérêt collectif. La gestion associative permet à



chacun de s'impliquer dans le développement du village en réduisant les inégalités hiérarchiques entre riches et pauvres, entre jeunes et vieux. L'association est un interlocuteur représentatif de la communauté villageoise qui peut entrer en relation directe avec l'administration centrale. Au moment de l'investissement pour l'achat du groupe et des matériels nécessaires à l'électrification, ce sont les personnes les plus riches du village et surtout les immigrés qui font les principaux apports financiers. Ce phénomène recrée des liens plus forts entre les immigrés et le village et leur permet

de retrouver leur statut au sein de la communauté villageoise.

En terme d'économie familiale, l'arrivée de l'électricité a permis de réduire le budget consacré à l'éclairage d'environ 50%. La reconversion du gaz (utilisé dans le passé pour l'éclairage) en combustible de cuisine permet de réaliser une économie substantielle sur la consommation du bois. Economie surtout en terme d'environnement car l'utilisation du gaz réduit considérablement les prélèvements sur les ressources ligneuses que la déforestation et la désertification ont rendues de plus en plus rares.

En terme de vie quotidienne, l'organisation spatiale de la maison et notamment de la cuisine avec l'éclairage au plafond influe très positivement sur la santé des femmes. L'électrification permet l'utilisation en cuisine de petits appareillages électriques qui facilitent leurs tâches quotidiennes. L'apparition de plans de travail en hauteur leur permet de travailler debout et non plus accroupies, diminuant ainsi les problèmes de dos, d'estomac, de circulation sanguine. La disparition des flammes (gaz, bougies) au niveau du sol réduit aussi considérablement le nombre des brûlures parfois très graves. D'autres accidents sont évités, à l'extérieur des maisons, grâce à l'éclairage public qui permet de circuler dans les ruelles, sur un sol souvent inégal, en diminuant le nombre de chutes ou de piqûres de scorpions. Les enfants quant à eux bénéficient d'un temps plus long pour faire leurs devoirs scolaires.

Inauguration des locaux parisiens de M&D

Le conseil d'administration de Migrations et Développement s'est déroulé le 4 mai dernier au bureau de Paris. Les travaux du CA ont porté sur le rapport d'activité du premier trimestre 96, la clôture de l'activité 95, l'information sur la lettre de M&D, la nouvelle organisation avec M&DL et les statuts de MD Alsace.

La rencontre organisée le même jour dans les nouveaux locaux parisiens a réuni plus de 40 personnes autour d'une projection de diapositives sur les réalisations de M&D.

Elle a permis de sensibiliser le public aux problèmes vitaux des villages d'origine des immigrés ainsi qu'à la démarche de M&D. Partenaires institutionnels ou associatifs, bénévoles membres de M&D ou sympathisants, immigrés venus en grand nombre, se sont ensuite retrouvés autour d'un cocktail convivial.

Les échanges autour d'un verre de thé ont conforté chacun dans sa volonté de développer cette démarche participative mise en place par M&D et dans laquelle cha-

cun est acteur à part entière du développement des pays d'origine de l'immigration et surtout des échanges interculturels dont ces actions sont le support.

A NOTER

Nouvelle adresse de M&DL

45, rue de l'Oukaïmeden - Appt 5
Agdal - RABAT - Maroc
Tél / Fax : (212) 7.67.07.57